

Publications économiques et financières



Conjoncture économique

N° 273 / Avril 2019

L'ÉCONOMIE DE WALLIS-ET-FUTUNA EN 2018

Dans l'attente d'un nouvel élan

L'année 2018 ressort en demi-teinte par rapport à l'année précédente, qui avait été portée par les mesures en faveur de la consommation et le projet de câble haut débit. En forte progression en 2017, l'investissement marque le pas mais se maintient sur longue période. La consommation des ménages, socle important de l'activité, résiste. La baisse du coût de l'électricité continue de modérer la hausse des prix, sans empêcher le retour d'une légère inflation.

L'activité continue de stagner dans la plupart des secteurs, notamment la construction, dans l'attente de la concrétisation de projets d'infrastructures à court terme qui pourraient permettre un rebond via l'effet d'entraînement de la commande publique sur la commande privée.

Les crédits accordés à l'économie sont en baisse, à l'exception notable de l'encours des collectivités locales. Plus positivement, la sinistralité atteint un plancher historique et les actifs financiers des agents économiques, hors collectivités locales, progressent, avec un recentrage sur les actifs de court terme dans le cas des ménages.

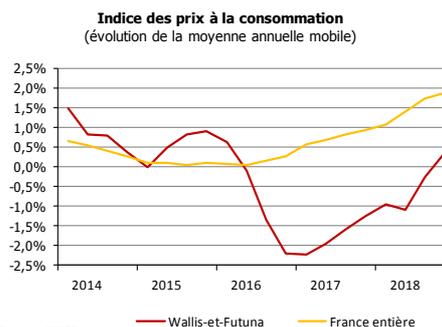
L'activité marque le pas

Une consommation résistante, un investissement en repli

Légère inflation modérée par la baisse du coût de l'énergie

L'indice des prix à la consommation (IPC) annuel moyen rebondit faiblement (+0,4 %) en 2018 après deux années de diminution. Il s'établissait à -1,2 % en 2017 et -2,2 % en 2016.

À l'exception de l'énergie, les prix subissent une hausse allant de 0,6 % (pour les produits manufacturés et les services) à 1,7 % (pour l'alimentation). La baisse moins marquée du prix de l'énergie (-4,6 % en 2018 contre -21,9 % en 2017) n'entraîne plus un recul global des prix contrairement aux deux années précédentes.



Un emploi dynamique à fin juin 2018

Au 30 juin 2018, 2 333 salariés sont déclarés à la Caisse des prestations sociales de Wallis-et-Futuna (CPSWF), soit 268 salariés de plus qu'au 30 juin 2017. Cette évolution est en partie causée par une amélioration des déclarations. L'emploi dans le secteur privé progresse de 13,3 % en rythme annuel et comptabilise 921 salariés au 30 juin 2018. Le secteur des services est en croissance de 13,5 % et représente 48 % des effectifs du secteur privé.

Également en croissance (+12,8 %), le secteur public reste prépondérant. Il se stabilise à 60,5 % de l'emploi total au 30 juin 2018, soit 1 412 salariés.

Évolution de l'emploi déclaré localement



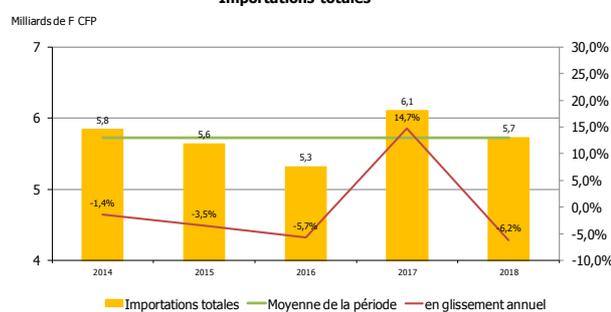
Source : CPSWF

Données en moyenne annuelle, (p) données sur le premier semestre

Recul attendu des importations

Les importations de biens régressent de 6,2 % par rapport à 2017, passant de 6,1 milliards de F CFP en 2017 à 5,7 milliards en 2018. Néanmoins, il convient de rappeler l'importation en octobre 2017 de matériels en lien avec l'installation du câble numérique. À l'exception de cet élément exceptionnel, les importations se situent au même niveau que la moyenne des cinq dernières années (5,7 milliards de F CFP). Avec 1,1 milliard de F CFP exportés à Wallis-et-Futuna, l'hexagone demeure le principal fournisseur du Territoire en 2018, avec une part de marché de 18,6 %.

Importations totales



Source : Douanes

Les importations en valeur de produits énergétiques connaissent un fort regain (+12,0 %) par rapport à 2017. Cette évolution résulte notamment de la hausse des cours mondiaux des hydrocarbures, les importations en volume augmentent également mais dans une moindre mesure (+2,1 %). Ces produits représentent 16 % des importations de biens du Territoire. Enfin, les importations des produits de l'industrie de l'automobile rebondissent de 14,7 %, constituant 10,6 % des importations totales.

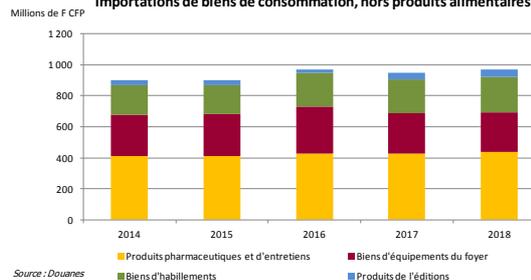
Grâce à sa part de marché pour les produits énergétiques (78 % en 2018), Singapour est le deuxième fournisseur de biens du Territoire avec 13,1 % du total des importations. Fait marquant de l'année, la Nouvelle-Calédonie remplace l'Union européenne comme troisième fournisseur de l'archipel, sa part de marché passant de 6,7 % à 10,8 % ce qui lui permet de retrouver son positionnement de 2013.

Les recettes douanières croissent de 4,1 % en 2018 passant de 1,86 à 1,93 milliard de F CFP sur un an. La hausse des taxes d'entrée (+40,5 millions de F CFP, soit +4,4 %) et des taxes diverses, particulièrement des affaires maritimes et de l'écotaxe, explique cette nouvelle augmentation.

La consommation des ménages résiste malgré une stagnation du crédit

Les importations de biens de consommation (hors produits alimentaires) restent à un niveau élevé (+2,1 % par rapport à 2017, soit 17 % des importations totales). Cette hausse est en grande partie le fait de l'évolution des importations de biens d'habillement (+5,3 %) et des produits pharmaceutiques (+2 %). Les produits de l'édition participent également à la tendance, leur faible poids dans les importations étant compensées par une forte croissance (+14,4 %). Les importations d'équipements du foyer sont le seul poste en baisse dans cette catégorie (-2,3 %).

Importations de biens de consommation, hors produits alimentaires



Source : Douanes

Poste majeur dans la consommation des ménages, les importations de biens alimentaires (produits agricoles, piscicoles et sylvicoles, ainsi que ceux issus de l'industrie agroalimentaire) sont en recul de 5,9 %.

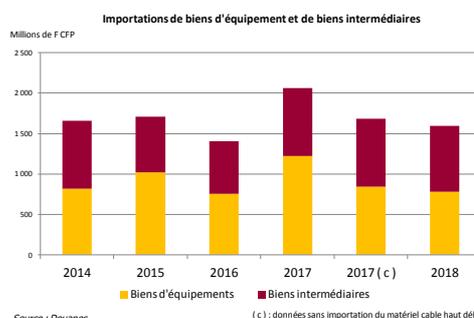
La consommation d'électricité sur le Territoire est en hausse (+2,2 %), encouragée par la baisse du prix dans le cadre de la péréquation tarifaire.

Les immatriculations de véhicules neufs de tourisme progressent de 18,9 %, passant de 90 véhicules en 2017 à 107 en 2018.

L'encours des crédits à la consommation reste relativement stable sur un an (-0,2 %), pour s'établir à 1,5 milliard de F CFP.

L'investissement des entreprises marque le pas

Les importations de biens d'équipement et de bien intermédiaires diminuent respectivement de 35,8 % et de 3,6 %. Cependant, les importations de biens d'équipement ont connu une hausse exceptionnelle l'année précédente sous l'effet de l'importation de matériels en lien avec le projet de câble haut débit en octobre 2017. En excluant l'impact de cet élément exceptionnel, les importations de biens d'équipement régressent de -6,9 %. Ces deux postes représentent tous deux 14 % des importations totales.



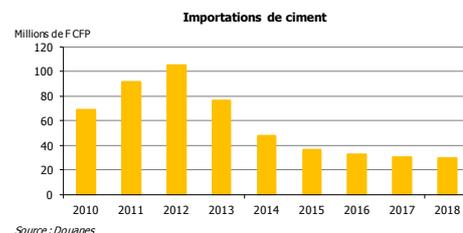
L'encours des crédits d'exploitation et d'investissement décroît de 16,7 %, passant de 641 millions de F CFP en 2017 à 534,1 millions à fin 2018.

L'acquisition de véhicules utilitaires neufs est en léger repli : on dénombre 92 immatriculations en 2018, contre 97 en 2017.

Stagnation des secteurs économiques

Le BTP dans l'attente d'un nouveau souffle

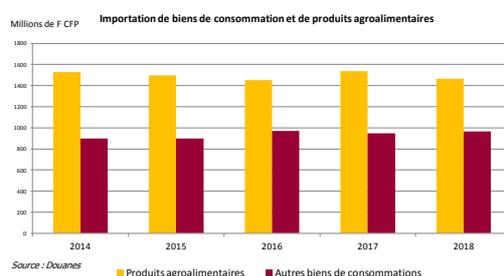
L'année 2018 est une année transitoire pour le secteur du BTP. En effet, si ce secteur a été très dynamique entre 2010 et 2013 grâce à de nombreux projets (construction du port de Mata'Utua, infrastructures sportives en vue des Mini-Jeux, reconstruction liée aux dégâts engendrés par les cyclones *Tomas* et *Evan*), il souffrait depuis d'une faible commande publique et privée. Bien que les importations de ciment restent à leur niveau de l'année précédente (30 millions de F CFP en 2018 comme en 2017), des éléments précurseurs montrent l'amorce d'une reprise dans le domaine des travaux publics.



Déjà prévue pour le courant de l'année 2018 mais bloquée par une requête devant le tribunal administratif, la construction du quai de Leava à Futuna (pour une valeur de 1,5 milliard de F CFP) devrait finalement débiter en 2019. D'autres travaux comme l'aménagement de la place Sagato Soane et l'alimentation en eau d'une partie de Futuna devraient également participer à la dynamisation du secteur. Le secteur du BTP emploie 69 salariés au 30 juin 2018 contre 60 à la même date en 2017. Pour rappel, le secteur employait 104 salariés en 2012 et 134 en 2013. Enfin, le projet de villages éco-durables offre de nouvelles perspectives au secteur.

Un bilan contrasté pour le secteur du commerce

Le secteur du commerce conserve une place prépondérante dans l'activité économique du Territoire. Principal poste des importations avec plus d'un quart des importations totales (1 466 millions de F CFP), les produits des industries agricoles et alimentaires régressent de 4,6 %, les produits agricoles, sylvicoles et piscicoles reculent également (-15,1 %, pour s'établir à 3 % des importations totales) tandis que les



importations des autres biens de consommation sont en croissance par rapport à 2017 (+2,1 %). L'ouverture prochaine d'un nouvel espace de vente au Fenuarama est attendue en 2019.

L'emploi dans le secteur du commerce augmente de 13,4 % entre les mois de juin 2017 et 2018. Cependant la CPS ayant amélioré son suivi des déclarations, cette hausse doit être prise avec précaution.

Peu d'évolution de la fréquentation du Territoire

L'année 2018 s'inscrit dans la continuité en termes de fréquentation touristique. Comme l'année précédente, on dénombre près de 45 000 passagers cumulés sur les vols internationaux et domestiques (-0,2 % par rapport à 2017). Pour rappel, 2016 constitue l'année record de fréquentation (avec près de 46 000 passagers), en raison d'évènements exceptionnels tels que la célébration des 175 ans du martyr de Saint Pierre Chanel à Futuna.



La reconduction de la convention de délégation de service public entre l'État et la compagnie Aircalin pour la desserte aérienne entre Wallis-et-Futuna est effective depuis le 1^{er} mars 2018 pour une période de 5 ans. À cette occasion, la compagnie a annoncé la mise en place d'un programme de vols plus dense ainsi que le renouvellement de la flotte, ce qui devrait avoir un impact positif sur la fréquentation intérieure.

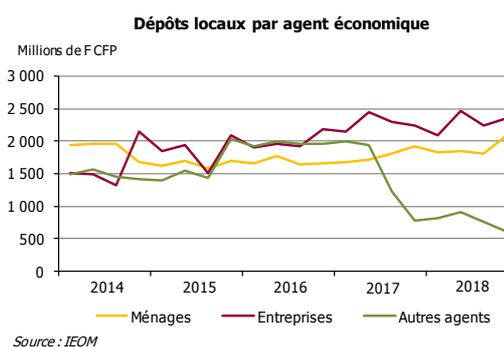
Le trafic international (+1,9 % sur un an) représente plus des deux tiers des 45 000 passagers, le trafic intérieur est quant à lui en baisse (-4,6 % sur l'année). Malgré un nombre de passagers encore marginal (210 passagers) en comparaison du trafic aérien, la visite du navire de croisière *L'Austral*, de la compagnie du Ponant qui prévoit un nouveau passage en 2020, a permis de mettre en valeur les richesses culturelles et naturelles du Territoire. La création d'un portail Internet dédié à l'archipel va permettre une meilleure visibilité et ouverture sur l'extérieur pour les deux îles dans un environnement touristique en forte croissance dans la région du Pacifique sud.

Une activité financière contrastée mais contenue

Hausse des actifs financiers des ménages et des entreprises

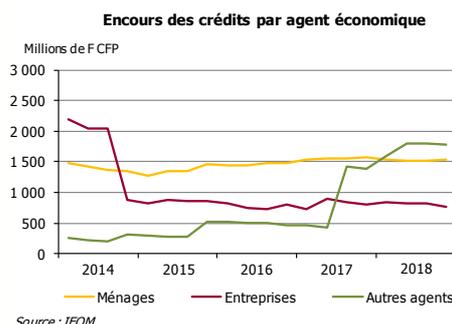
Malgré une baisse globale des actifs financiers causée par la chute des dépôts des collectivités locales, les actifs financiers des ménages et des entreprises sont en hausse, avec un recentrage sur l'épargne à court terme.

Le total des actifs financiers détenus par les agents économiques s'élève à 6,4 milliards de FCFP, contre 6,6 milliards l'année précédente, soit une baisse de 2,5 % sur un an. La hausse des placements liquides ou à court terme (+54,3 millions de FCFP, soit +10,1 %) ne suffit pas à compenser la baisse de l'épargne à long terme (-252,2 millions de FCFP, soit -15,6 %), placée hors zone d'émission. Les dépôts à vue sont stables (+36,7 millions de FCFP, soit +0,8 %). Les dépôts des entreprises et des ménages progressent respectivement de 4,3 % et 3,9 %, ceux des ménages étant portés par une hausse combinée des dépôts à vue (+7,1 %) et des placements liquides ou à court terme (+13,9 %) tandis que l'épargne à long terme se contracte (-2,9 %). Comme l'année précédente, les ménages détiennent plus de la moitié des actifs (53,9 %).



Contraction des crédits hors collectivités locales

L'encours sain des crédits accordés par l'ensemble des établissements bancaires atteint 4,1 milliards de F CFP en 2018, contre 3,8 milliards en 2017, en hausse de 8,5 % sur l'année. L'encours des autres agents augmente de 28,7 % pour s'établir à 1,8 milliard de F CFP. A contrario, l'encours de crédit des ménages est en diminution (-2,6 %, soit 1,5 milliard de F CFP), suite à la nouvelle baisse des crédits à l'habitat (de 95 millions de F CFP fin 2017 à 56 millions fin 2018, soit -40,8 %) tandis que les crédits à la consommation stagnent (-0,2 %), ces derniers composant plus de 95 % de l'encours. Enfin, les crédits aux entreprises sont en recul (-4,7 % en 2018), ils s'élèvent désormais à 767 millions de F CFP. Fin 2018, la collectivité et la Banque des Territoires ont signé un accord cadre qui permettra à cette dernière de faire bénéficier les deux îles de son appui méthodologique, de son expertise et d'une offre diversifiée de financement.



Une sinistralité maîtrisée

Alors que l'encours sain augmente, l'encours global des créances douteuses brutes se stabilise, s'élevant à 125 millions de F CFP en 2018 contre 126 millions en 2017 (-1,0 %). Le taux de créances douteuses reste ainsi à un niveau historiquement bas (-0,3 point, pour s'établir à 3,0 %).

Au 31 décembre 2018, le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire est une nouvelle fois en repli. On recense 186 personnes en interdiction bancaire en 2018 contre 216 fin 2017. De manière similaire, les incidents de paiement par chèque sont en chute (-52,3 %). Le nombre de personnes morales en situation d'interdiction bancaire reste également faible (passant de 16 à 15 entités).

Perspectives

Les perspectives de l'année 2019 dépendent principalement de la commande publique, l'un des deux moteurs de l'activité de l'archipel avec la consommation. La mise en place de différents projets et travaux, en plus de leurs bénéfices visés, devraient apporter la relance nécessaire à plusieurs secteurs.

La stratégie de convergence de Wallis-et-Futuna 2019–2030, issue des Assises de l'Outre-mer et de la stratégie de développement durable, devrait permettre un pilotage efficace et cohérent des politiques publiques ainsi que le lancement de projets qui constitueront autant de stimulus pour l'activité. Économie verte, économie bleue, tourisme raisonné, les opportunités sectorielles ne manquent pas pour permettre une diversification économique et créer un écosystème favorable au développement du secteur privé.

La mise en place de projets d'investissement, créateurs d'emplois, est la clef d'un réel décollage économique. Dans ce cadre, la signature de l'accord cadre entre les îles sœurs et la Banque des Territoires constitue une avancée pour les futurs financements nécessaires au développement de l'archipel.

Le Territoire compte également sur les aides européennes pour financer une partie de son rattrapage mais reste dans l'attente de l'annonce des sommes allouées dans le cadre du 12^e FED qui prendra effet en 2021.

L'accord particulier avec la Nouvelle-Calédonie, la coopération régionale avec le Vanuatu et la convention de coopération décentralisée en faveur du développement économique, social et culturel avec la Polynésie française constituent enfin autant d'opportunités pour une meilleure insertion dans l'espace régional francophone.

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : M.-A. POUSSIN-DELMAS – Responsable de la rédaction : S. ATTALI

Rédaction : C. BERTHAULT

Éditeur et imprimeur : Agence IEOM de Wallis-et-Futuna

Achevé d'imprimer : avril 2019 – Dépôt légal : avril 2019 – ISSN en cours